







METHODOLOGIE

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	X
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphonique avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Event Tracking, EET) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites terrain et/ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. Les informations sont ensuite recueillies dans les outils ERM. Ce rapport synthétique présente les résultats des évaluations réalisées du **18 – 21 avril 2024** à travers des **évaluations menées sur terrain avec les informateurs clés.**

DÉTAILS DU DÉPLACEMENT

	34 358 INDIVIDUS DÉPLACÉS		13 109 HOMMES DÉPLACÉS
	6 861 MENAGES DÉPLACÉS		INONDATION
	21 249 FEMMES DÉPLACÉES		Avril 2024

DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	SUD KIVU
TERRITOIRE	UVIRA
VILLE	UVIRA

RÉSUMÉ DE L'ALERTE

Depuis le 20 mars 2024, une montée des eaux a été constatée au lac Tanganyika, à la marée de Niangara et aux débordements des rivières Mulongwe, Kalimabenge, Kamvimvira et Kabimba dans la ville d'Uvira, communes de Kalundu, Mulongwe et Kavinvira de la zone de santé d'Uvira. Ces inondations ont affecté sept quartiers (Kalundu, Namianda, Kimanga, Rombe 1 & 2, Kasenga, Kanvinvira), entraînant la destruction de biens, notamment des habitations et des terres agricoles avoisinantes. Les résidents touchés ont été contraints de se réfugier dans des zones non touchées situées dans les quartiers de Kavinvira, Kasenga, Kakombe, Rombe 1, Kimanga, Nyamyanda, Kalundu et Kabimba des communes de Kavinvira, Mulongwe et Kalundu à Uvira. Un total de 6 861 Ménages de 34 358 Individus déplacés internes dont 6 530 Ménages de 32 594 individus en familles d'accueils et 331 ménages de 1 764 Personnes dans les centres collectifs. Plus de 2 800 maisons ont été inondées lors de cet événement. Les dégâts se sont étendus à 17 écoles primaires, 20 écoles secondaires, 7 écoles maternelles et 3 universités, ainsi qu'à 9 églises locales. De plus, plus de 800 robinets d'eau potable ne fonctionnent plus correctement. Les inondations ont également touché 5 marchés importants (le Marché de Frontière, le Marché Tumaini Africa, le Marché Kunzira, le marché Zairois et le Marché Maendeleo). Les ports de Kalundu et de Kasenga (Port de Gaby) ainsi que la plage Maendeleo ont été submergés par les eaux. Selon les estimations, plus de 120 hectares de terres agricoles ont été inondés.

PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES


-  **1** NOURRITURE
-  **2** ABRIS
-  **3** WASH
-  **4** AME
-  **5** ÉDUCATION

DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT


Quartier	Ménage	Individus	Homme	Femme	Enfant <5
Kakombe	2 075	10 365	3 939	6 426	854
Kalundu	175	875	332	543	72
Kalungwe	212	1 060	403	657	87
Kanvinvira	251	1 364	556	808	57
Kasenga	3 175	15 875	6 032	9 843	1 308
Kavinvira	614	3 070	1 167	1 903	253
Kimanga	92	414	157	257	34
Nyamianda	77	385	146	239	32
Rombe 1	110	550	209	341	45
Rombe 2	80	400	168	232	23
TOTAL	6 861	34 358	13 109	21 249	2 765




OBSERVATION & ANALYSE




Les populations des quartiers Kanvinvira, Rombe 2, Kalundu, Nyamianda, Kasenga et Kakombe ont été contraints de quitter leurs résidences habituelles pour s'abriter vers les quartiers non touchés par les inondations dans la ville d'Uvira, Province du Sud-Kivu. La grande majorité de la population vit dans des familles d'accueil, ville d'Uvira, Province du Sud-Kivu. Reçus dans les communes des : Kalundu 344 ménages (quartier Kalundu, Nyamianda et Kimanga), Mulongwe 5440 ménages (quartiers Kasenga, Kakombe et Rombe1), Kanvinvira 865 ménages (quartier Kanvinvira), Kalundu et Bavira 212 ménages dans le quartier Bulungwe. Signalons une minorité continue à persister dans des maisons à moitié inondés dans les zones touchées par la catastrophe par manque de moyens pour se déplacer.



La grande majorité des personnes déplacées sans abri se retrouvent hébergées chez des familles d'accueil, dans des centres collectifs, sur des chantiers, ou ont choisi de rester dans leurs maisons partiellement détruites et inondées malgré le risque d'effondrement. La majorité des endroits d'accueil des ménages affectés font face à des problèmes de surpopulation, exposant notamment les femmes déplacées à des situations dangereuses liées à leur genre. Ayant tout laissé derrière elles lors de leur déplacement, ces familles déplacées manquent d'articles ménagers essentiels, ce qui les contraint à partager des objets tels que bidons, bassins, casseroles et autres ustensiles domestiques entre plusieurs ménages, les exposant ainsi à des risques de contamination sanitaire.




La population déplacée était fortement tributaire du petit commerce, du commerce transfrontalier et de l'agriculture pour sa subsistance. Cependant, les inondations ont rendu ces activités impossibles ou extrêmement difficiles, compromettant gravement leurs sources de revenus et plongeant les personnes déplacées dans une situation précaire. En conséquence, la majorité d'entre elles se voient contraintes de mendier ou d'accepter des emplois précaires et peu rémunérés pour répondre à leurs besoins urgents. De plus, une grave pénurie alimentaire sévit dans les zones touchées, avec plus de 500 cas de malnutrition signalés parmi les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes. Ces groupes étant déjà parmi les plus vulnérables sur le plan nutritionnel, l'impact des inondations aggrave encore leur situation précaire.




L'accès à des sources d'eau améliorées est un problème majeur dans les zones touchées par les inondations et celles accueillant des populations déplacées. Une partie de la ville d'Uvira est desservie en eau courante par la REGIDESO et ACTED, mais la majorité des habitants vivant au bord du lac consomment de l'eau provenant du lac Tanganyika et de sources non aménagées, souvent polluées. La plupart des latrines dans les zones touchées ont été inondées, entraînant à la fois une plus grande pollution de l'eau locale et le recours à la défécation en plein air, exposant ainsi les populations à des maladies hydriques.

OBSERVATION & ANALYSE



Un grand nombre d'établissements de santé ont été inondés, ce qui rend l'accès aux soins difficile, les structures restantes ne pouvant plus répondre aux besoins sanitaires de la communauté. Les professionnels de la santé ont indiqué que le paludisme, le choléra, la malnutrition et la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans sont les maladies les plus répandues dans cette zone, où le risque de contamination par les maladies transmises par l'eau, la typhoïde et les parasites intestinaux est élevé. Ils ajoutent que le nombre de consultations a augmenté dans les structures de santé depuis le début de la crise, et varie entre 15 et 35 consultations par jour. Une grave pénurie de médicaments et de matériel médical est signalée dans les établissements de santé. La population des quartiers évalués se fait généralement soigner dans des structures de santé de type hospitalier situées à moins de 45 minutes de marche. Les personnes ayant des moyens financiers limités ont recouru à l'automédication, alors que les femmes enceintes déclarent généralement fréquenter les maternités des hôpitaux et des centres de santé.



Dans la région d'Uvira, 17 écoles primaires, 20 écoles secondaires, 7 écoles maternelles et 3 universités ont été touchées par des inondations. Cette situation a entraîné une diminution de la fréquentation scolaire chez de nombreux enfants en âge d'aller à l'école. De ce fait, certains enfants ont abandonné leurs études, ce qui conduira à une augmentation de la délinquance juvénile et à une détérioration de l'accès à une éducation de qualité. De plus, le calendrier scolaire a été perturbé. Pour pallier cette situation, certains élèves se sont inscrits dans des établissements scolaires voisins. Cependant, ces écoles font face à un manque de capacité d'accueil suffisante pour répondre à toutes les demandes d'inscription, entraînant ainsi des classes surchargées. Les taux de scolarisation sont passés de 50 % avant les inondations à 65 % suite à ces événements.



Des personnes se déplacent à travers les inondations dans la province du Sud-Kivu. © IOM/Jules Ngaosethi - 2024